

FAUT-IL REVOIR LA CHARTE DE VENISE ?

Le 7 novembre 1995, à Naples, en clôturant les deux journées ayant pour thème « la Charte de Venise, trente ans après », Raymond Lemaire surprit son auditoire. Celui qui, trente années auparavant, un soir à Venise, avait tenu la plume pour couler en forme les seize articles de la Charte doctrinale de l'ICOMOS, était aussi celui qui osait remettre en question sa validité pour l'avenir. Ainsi donc, le « coup d'œil en avant » de Raymond Lemaire aiguillait-il les esprits à partir d'une interrogation fondamentale. A vrai dire, celle-ci est loin d'être l'aveu d'un doute, mais un appel à une rigueur intellectuelle et éthique toujours en éveil.

Dans notre monde contemporain, soumis à tant d'angoisses et d'inquiétudes, conscient de son extraordinaire diversité, affronté quotidiennement à une multitude de problèmes complexes et difficiles, convaincu que chaque décision prise ici risque d'avoir, demain, des répercussions ailleurs, les chartes sont à la mode. Elles ont pour objectif d'affirmer quelques vérités et principes qui, au milieu d'un monde confus, doivent contribuer à bien diriger l'action en tenant compte de données généralement admises, de droits essentiels et d'intérêts communs. Elle ne contiennent jamais plus que le minimum sur lequel la majorité s'est accordée.

Il que donc évident qu'elles ne couvrent qu'exceptionnellement la totalité du problème qui les concerne.

Ainsi en est-il de la Charte de Venise

Lorsque celle-ci fut adoptée à la fin du Congrès du même nom, en 1964, le monde de la conservation du patrimoine monumental manquait dramatiquement d'une doctrine de base commune, ou supposée telle. Chaque pays, chaque architecte avait sa conception, filiale d'une philosophie plus générale.

Le seul document doté d'une ambition plus vaste, les « Résolutions d'Athènes » de 1932, était peu connu, sa diffusion ayant été freinée par la situation politique inquiétante des années 30' et par le conflit universel de 1939-1945. La constatation en avait été faite au Congrès des architectes et techniciens des monuments historiques qui s'était tenu à Paris en 1957.

La grande diversité des approches de la sauvegarde, allant des conceptions archéologiques « dures » jusqu'aux interventions « modernistes » extrêmes, ou paraissant telles à l'époque, démontraient l'urgence d'une réflexion commune sur le patrimoine culturel en général et monumental en particulier. En principe, le Congrès de Venise était destiné à cette tâche. Il serait présomptueux d'affirmer qu'il assumait pleinement cette responsabilité essentielle. La charte, qui y fut adoptée, fut rédigée en hâte par quelques-uns, appartenant tous au même courant de doctrine. Le fait qu'elle fut adoptée à l'unanimité, moins une voix, celle de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, prouve davantage qu'un tel document était jugé urgent et nécessaire plutôt que porteur d'un accord général.

Naïvement, les auteurs du texte, et sans doute la plupart de ceux qui approuvèrent le document, croyaient que la philosophie et l'éthique qui sous-tendent le

¹ Article paru dans la revue « Restaur » n° 133-134 Naples, 1995.

texte de la Charte avaient une valeur universelle. Il convient de reconnaître que la quasi totalité des spécialistes présents au Congrès étaient d'origine ou de culture occidentale et que, de ce fait, d'autres options avaient peu de chances de se faire bien entendre et, peut-être aussi, d'être comprises.

Les temps ont changé; les autres cultures se sont fait respecter et leurs divergences avec l'occidentale ont enrichi la vision que l'humanité porte sur elle-même et sur sa culture. Il est temps qu'une Charte de la conservation du patrimoine monumental, qui se veut universelle, soit conçue en fonction de cette large ouverture sur la diversité culturelle de l'humanité dont elle vise à préserver l'une des expressions majeures.

Par ailleurs, une charte n'est jamais davantage que l'expression d'un stade de l'évolution des idées et des responsabilités face à un problème. Or, il est évident que la marche des idées est déterminée par celle de la culture en général. La Charte de Venise a trente ans. Bien de l'eau a passé depuis sous le pont de la réflexion et de la sensibilité des sociétés et des hommes. Qui oserait affirmer que l'attitude de nos contemporains à l'égard du patrimoine monumental est pareille aujourd'hui à celle des hommes des années 60' ? S'il en était ainsi, il faudrait conclure que la Charte de 1964 a été bien inefficace ! Mais, au contraire, que d'idées n'a-t-elle pas fait mouvoir ! Et tout d'abord le contenu même du concept « monument ». Il était encore très restreint il y a une trentaine d'années, limité en fait aux grands édifices significatifs. La Charte lui a reconnu, pour la première fois, une dimension infiniment plus vaste et elle a été entendue en la matière. Il est évident, cependant qu'elle n'a pas prévu les conséquences considérables de cet élargissement pour la sauvegarde en général. Peut-être d'ailleurs, qu'elles étaient imprévisibles à l'époque.

De même, la Charte affirme une position claire et ferme quant aux restaurations basées sur la reconstitution si courantes encore à l'époque, rejetant toute réalisation conjecturale en la matière. Peut-on dire qu'elle a été suivie en la matière ?

Si elle ne le fut point, c'est qu'il y a, à cela, des raisons qui méritent d'être analysées et soumises, comme le principe lui-même, à la critique.

Depuis la Charte, les interventions modernistes sur les monuments anciens se sont multipliées. L'article 9 affirme le bien-fondé et les normes d'application de ce principe. Néanmoins, que d'erreurs n'a-t-on perpétrées en son nom ! N'en est-on pas arrivé à croire, dans certains milieux, que l'essence même d'une opération de sauvegarde est une intervention moderniste dans l'édifice ou le quartier ? Et que dire de l'application systématique des principes de la Charte de Venise, d'inspiration fondamentalement occidentales aux monuments des autres grandes régions culturelles du monde qui, si elles obéissaient à leurs propres conceptions, agiraient très probablement autrement.

Le cadre dans lequel évoluent les principes et les problèmes de la sauvegarde s'est enrichi, depuis le Congrès de Venise, d'une dimension importante nouvelle illustrée, entre autres, par la Convention du patrimoine mondial. Celle-ci affirme avec force une vérité, certes perçue auparavant, mais avec moins de clarté : le patrimoine culturel des uns est aussi celui de tous les autres. Cela a pour conséquence que nous avons tous un droit de regard sur les travaux de sauvegarde de ce patrimoine, où qu'il se trouve, et que, si un patrimoine culturel appartient par priorité au peuple qui l'a créé ou qui en a la garde et que ce sont les valeurs de sa culture qui prioritairement doivent inspirer les travaux de sa sauvegarde, ceux-ci ne peuvent en altérer des valeurs qui sont importantes aux yeux d'autres entités culturelles.

Où trouve-t-on dans la Charte de Venise l'expression de ce souci cependant si essentiel ? Les raisons pour réfléchir à nouveau aux principes et aux valeurs éthiques de la sauvegarde sont nombreuses. Elles ne datent pas d'hier. A plusieurs reprises, la question a été évoquée au sein de l'ICOMOS.

Dès 1974, à l'occasion du dixième anniversaire de la Charte, une vaste enquête et de longues discussions devaient aboutir, lors de l'Assemblée générale de Moscou, en 1978, à la décision de maintenir la Charte en l'état. De nouvelles discussions, lors des Assemblées générales de Rome en 1981 et de Lausanne en 1990, ont confirmé cette décision. On doit s'interroger sur cette attitude conservatrice des membres de l'ICOMOS quant à un document si essentiel à son action.

L'explication me paraît basée sur trois faits. Le premier : il est évident que, dans sa forme actuelle la Charte contient **une majorité de valeurs qui n'ont rien perdu de leur actualité**. Le deuxième : la majorité des membres, qui sont de culture occidentale, n'ont pas perçu la nature et l'importance des différences des principes et des valeurs de la sauvegarde telle qu'elle se pratique traditionnellement dans d'autres cultures. Il faut y ajouter que les spécialistes de ces cultures n'ont, en général, fait que très peu d'efforts pour analyser leurs besoins culturels propres en la matière et les faire connaître à l'ensemble de la communauté intéressée.

La troisième enfin, l'unanimité trouvée autour du texte de Venise paraît, encore aujourd'hui, un peu comme miraculeuse et l'on peut craindre, avec raison, qu'elle ne se répète pas autour d'une rédaction nouvelle et même autour d'un texte simplement remanié.

L'adage « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » reste d'actualité... Néanmoins, la vérité a ses droits imprescriptibles et il est certain que, dans sa forme actuelle, la Charte de Venise ne correspond plus à ce minimum de vérités et de principes sur lesquels il convient, au niveau mondial, c'est-à-dire interculturel, de s'accorder pour préserver le mieux possible un patrimoine indispensable à l'avenir de l'humanité.

La tâche est difficile et délicate. Il convient de s'y atteler avec prudence et sagesse, sans précipitation, avec ouverture sur les conceptions des autres, et surtout avec une grande rigueur éthique et intellectuelle. Que ce soit la grande entreprise de l'ICOMOS durant les cinq années qui nous séparent du troisième millénaire !

SUMMARY

SHOULD THERE BE A REVIEW OF THE VENICE CHARTER?

On the 7 November 1995, closing the two-day Naples conference on the theme of 'Venice Charter, Thirty Years On', Raymond Lemaire surprised his audience. He who, one evening in Venice thirty years ago, had been instrumental in formulating the sixteen articles of the ICOMOS Charter, was also the one who now dared to question its validity for the future. Thus, with an eye to the future, Raymond Lemaire provoked thoughts with a very fundamental questioning. He is certainly not expressing doubts, but he has issued a pressing call for rigorous and updated reflection on the very foundations of the document.

Charters are fashionable. They are considered to contribute to directing action. However they never contain more than the minimum on which the majority has agreed. Only exceptionally do they cover the whole of the issue which concerns them. This is the case with the Venice Charter. It was drafted by a few specialists all sharing the same doctrinal views. Each one believed the philosophy and the ethic underpinning the text of the charter to be a universal value, although of Western origin. Times have changed. Other cultures have earned respect and the differences which they represent in relation to those of the West have enriched the vision which humanity has of itself and of its culture.

The Venice Charter is thirty years old... The attitude of our contemporaries regarding monument heritage has naturally altered. The very concept of 'monument' is itself no longer the same. Modernist interventions on old monuments have increased, using reference to the Charter, but how many errors have been perpetrated in its name!

The reasons for reconsidering the principles and ethical values of protection are numerous. For various and wholly plausible reasons there is still strong reluctance within ICOMOS to engage in drafting a new doctrinal document or even to simply adjust the original text, as has been demonstrated in the various General Assemblies - Moscow 1978, Rome 1981, Lausanne 1990. Nevertheless, despite the delicacy of the task, it needs to be addressed with caution and wisdom, with respect for all cultures and above all with ethical and intellectual discipline.

COMOS UNA MIRADA HACIA ATRÁS Y N VISTAZO HACIA DELANTE

RESUMEN

¿HACE FALTA REVISAR LA CARTA DE VENEZIA?

El 7 de noviembre de 1995, en Nápoles, con ocasión de la clausura de las dos jornadas dedicadas al tema de «La carta de Venecia, treinta años después», Raymond Lemaire sorprendió a su auditorio. El mismo que treinta años antes, una tarde en Venecia, había destizado su pluma para perfilar los dieciséis artículos de la Carta doctrinal de ICOMOS, era el que osaba poner en tela de juicio su validez cara al futuro. De esta forma, pues, el «vistazo hacia delante» de Raymond Lemaire estimulaba los ánimos basándose en una interrogante fundamental; en verdad, ésta está lejos de constituir la confesión de una duda, pero es un llamamiento acuciante a una reflexión rigurosa y actualizada sobre los propios fundamentos de la doctrina.

Las cartas están de moda; se supone que contribuyen a dirigir la acción. Sin embargo, jamás contienen más que el mínimo sobre el cual está de acuerdo la mayoría. Solo de forma excepcional abarcan la totalidad del problema que les atañe. Así ocurre con la Carta de Venecia. Redactada por algunos especialistas que pertenecían a la misma corriente doctrinal, cada uno de ellos creía que la filosofía y la ética que subyacía en el texto de la carta tenía un valor universal, si bien de origen occidental. Los tiempos han cambiado. Otras culturas se han hecho respetar, y sus divergencias con la occidental han enriquecido la visión que la humanidad tiene sobre sí misma y sobre su cultura.

La Carta de Venecia ya tiene treinta años... Lógicamente, la actitud de nuestros contemporáneos respecto al patrimonio monumental ha sufrido modificaciones. El mismo contenido del concepto de «monumento» ya no es el mismo. Las intervenciones modernas sobre los viejos monumentos se han multiplicado haciendo referencia a la Carta, pero ¿cuántos errores se han perpetrado en su nombre!

Las razones que impulsan a reflexionar nuevamente sobre los principios y los valores éticos de la salvaguarda son numerosos. Por diversas razones del todo plausibles, las reticencias a embarcarse en la redacción de un nuevo documento doctrinal, o incluso en la modificación del texto original, siguen siendo muy vivas en el seno de ICOMOS, como lo han demostrado las diferentes Asambleas Generales - Moscú, 1978; Roma, 1981; Lausana, 1990 -. No obstante, aunque la tarea es delicada, conviene implicarse en ello, con prudencia y sabiduría, con respeto hacia todas las culturas y, sobre todo, con un gran rigor ético e intelectual.